

**Concours externes et second concours interne spécial de recrutement
des professeurs des écoles**

**Session 2010
Epreuve orale blanche d'entretien**

- 1^{ère} partie : préparation : 1 heure ; exposé : 10 minutes ; entretien : 15 minutes
- 2^{ème} partie : exposé portant sur le domaine des arts visuels, de la littérature de jeunesse ou d'une expression musicale : 10 minutes incluant les 3 à 5 minutes d'interprétation ou de lecture du texte ; entretien : 15 minutes

La première partie prend appui sur un dossier de quatre pages maximum fourni par le jury. Elle consiste en un exposé suivi d'un entretien avec le jury. L'exposé porte sur l'étude du dossier dont le candidat dégage les idées essentielles. L'entretien avec le jury permet de vérifier, au travers de l'étude du dossier par le candidat, ses connaissances relatives au programme de cette partie de l'épreuve ainsi que son aptitude à se situer par rapport au métier de professeur des écoles et à mettre en relation ses connaissances et sa réflexion dans le domaine de l'éducation.

Le candidat peut prendre appui, au cours de l'entretien, sur son expérience acquise au cours d'un stage de sensibilisation au métier de professeur ou au cours d'expériences professionnelles antérieures. Le candidat doit démontrer sa capacité à :

- comprendre, analyser et synthétiser un document ;
- réfléchir sur les approches didactiques et pédagogiques de l'enseignement ;
- communiquer et exprimer une réflexion construite et argumentée sur les responsabilités des professeurs des écoles dans la transmission de valeurs, d'une culture, sur le rôle de l'école dans la société ;
- s'exprimer oralement et communiquer.

Sujet N° 27

Intitulé : L'accueil des enfants en situation de handicap

Sources documentaires :

Document n°1 : Article de Jean-Pierre Garel extrait des Cahiers Pédagogiques N°467, novembre 2008, Dossier "Egalité des chances ou école démocratique".

Document n°2 : Article de Benoît Floc'h, extrait du Monde de l'Education, novembre 2008.

Pour une plus juste prise en compte des handicaps

Par Jean-Pierre Garel

Le principe moral de justice, qui se traduit par la reconnaissance et le respect des droits de chacun, sous-tend manifestement la loi du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ». Concernant l'école, il invite à mieux prendre en compte les élèves en situation de handicap, à identifier les discriminations dont ils sont l'objet et à réfléchir aux moyens d'y remédier. Ce que l'on illustrera ici à travers quelques exemples dans le domaine de l'EPS.
samedi 1er novembre 2008.

Une égale attention à tous les élèves

L'évolution des mentalités conduit à appliquer le droit commun aux enfants et adolescents handicapés, notamment à favoriser leur scolarité hors des établissements médico-éducatifs et sanitaires, sous tutelle du ministère en charge de la santé, auxquels ils étaient majoritairement assignés. En 2005-2006, ils étaient 50 % de plus qu'en 1999-2000 à être accueillis à l'Éducation nationale en intégration individuelle, au sein de classes ordinaires, ou dans le cadre de dispositifs d'intégration collective [1].

L'accueil de ces nouveaux élèves suscite à leur égard une attention croissante mais inégale. Bien que les déficiences intellectuelles ou psychiques caractérisent plus de 40 % des collégiens handicapés scolarisés à l'Éducation nationale, et plus de 30 % des lycéens, elles sont relativement ignorées dans le domaine de l'éducation physique et sportive. Les stages académiques de formation continue des enseignants n'y portent pas d'intérêt et les sites académiques dédiés à l'EPS sur le web y consacrent une information extrêmement réduite. Au regard de l'attention dont bénéficient les déficiences physiques, cette négligence interroge.

Elle peut s'expliquer par un préjugé : sauf en cas de polyhandicap, les troubles cognitifs ou psychiques ne s'accompagnent pas d'altérations corporelles manifestes et ne laissent donc pas présager des problèmes en EPS. En fait, nombre de jeunes qui présentent ces troubles rencontrent des difficultés motrices qui, en s'ajoutant aux autres, mettent leurs enseignants dans l'embarras.

Le désintérêt institutionnel envers ces élèves tient aussi, sans doute, à la place prise par l'évaluation en EPS dans le second degré. Dans la perspective des examens qui sanctionnent la scolarité, tel le bac, elle est un organisateur important de l'enseignement, y compris pour les élèves présentant une déficience motrice ou sensorielle puisque les textes officiels prévoient pour eux des modalités d'évaluation adaptées. Dans la mesure où ils échappent aux exigences d'un examen, on peut penser que les adolescents ayant un retard mental ne constituent pas actuellement un problème qui mérite davantage d'attention. Pourtant, des équipes éducatives les prennent en considération et donnent à voix des adaptations intéressantes de l'enseignement qui leur est destiné [2].

Des groupes décrochés

Le constat d'une insuffisante attention portée à certaines catégories de handicap ne doit pas conduire à sous-estimer l'engagement notable des acteurs de l'EPS pour accueillir en cours des élèves qui, il n'y a pas si longtemps, en étaient dispensés. Toutefois, on peut se demander si une nouvelle forme de discrimination ne s'installe pas. En effet, lorsqu'un établissement compte un nombre d'élèves handicapés suffisant pour pouvoir constituer un groupe, on constate fréquemment qu'ils sont séparés des autres et regroupés pour un traitement spécifique en EPS. On proclame leur égalité, à travers un même droit à l'enseignement de l'éducation physique et sportive, tout en les cantonnant dans une structure à part, « égaux mais séparés », selon la formule de la Cour Suprême des États-Unis pour justifier la ségrégation des noirs, en 1892.

Le choix d'une mise à l'écart de ces élèves, renforcé par une représentation exagérément péjorative de leurs possibilités, peut parfois se justifier lorsque l'effectif réduit du groupe permet un meilleur accompagnement du travail de chacun, mais sa systématisation pose question. D'abord parce que l'homogénéité d'un tel groupe est illusoire. La catégorisation des individus par type de handicap masque leurs singularités : entre deux adolescents désignés comme « handicapés moteurs », les capacités sont très différentes en fonction de leurs atteintes motrices et de bien d'autres paramètres. Ensuite, parce qu'un enseignement constamment à part peut être trop peu ambitieux et stimulant, limiter les progrès dans les apprentissages, ne pas satisfaire le souhait, souvent exprimé par des élèves en situation de handicap, de partager des activités avec leurs camarades « ordinaires », et donc entraver leur intégration.

Les groupements qui paraissent les plus satisfaisants sont ceux, qui se présentent sous des formes diverses, offrant ainsi des possibilités d'affectation multiples et susceptibles de favoriser des adaptations au cas par cas. Un élève doit pouvoir participer aux cours en situation d'intégration individuelle, au sein de sa classe de référence en priorité, ou d'une autre classe quand l'activité qui y est pratiquée lui convient mieux ; en situation d'intégration collective, si plusieurs élèves handicapés de l'établissement gagnent à être inclus dans une même classe pour une durée déterminée ; ou encore, si besoin, au sein d'un groupe spécifique. Les types de groupement retenus peuvent différer selon les élèves et, pour chacun d'eux, coexister et varier dans l'année en fonction des activités proposées et du projet individualisé élaboré pour et avec l'intéressé.

Des différenciations équitables

La différenciation de l'enseignement suscite parfois des réticences, nourries par une culture égaitaire républicaine héritée de la philosophie des Lumières, mais tirée dans le sens d'un humanisme abstrait, désincarné, qui fait peu de cas de l'altérité, alors qu'une distinction personnelle n'est pas fatalement une discrimination. Le principe d'égalité ne se confond pas avec l'égalitarisme. Il ne prône pas dans tous les cas un traitement identique des individus. Entendu comme un principe de non-discrimination, il se borne à proscrire les différences de traitement arbitraires, illégitimes [3]. En EPS, la différenciation est d'autant plus l'objet de réserves qu'elle concerne l'évaluation et les activités compétitives. C'est ainsi que des professeurs s'interrogent sur le fait que des candidats handicapés ne soient pas soumis à des épreuves d'examens « normales », ou qu'ils ne différencient pas les règles d'une compétition individuelle ou collective sous prétexte de n'avantager personne. Pourtant, l'EPS est une discipline où le respect d'une stricte égalité des exigences est susceptible d'éveiller un sentiment d'injustice. Imaginons que lors d'une compétition un aveugle ou un tétraplégique soit en situation de concourir avec des valides sans aménagement... Dans ces conditions, les placer à égalité de chances avec les autres, appelle des différenciations empreintes d'équité, c'est-à-dire d'une conception qui invite à corriger ce qu'une justice formelle et impartiale peut avoir d'impersonnel. Pour égaliser les chances, il arrive que des enseignants attribuent aux élèves « ordinaires » un désavantage qui aligne leurs possibilités sur celles de leurs camarades handicapés, par exemple en obligeant un adolescent à jouer au volley-ball avec un bras attaché dans le dos quand un joueur amputé d'un bras se trouve dans l'équipe adverse, ou en exigeant que tous ceux qui participent à un jeu comprenant un aveugle aient les yeux bandés. En référence au philosophe John Rawls, on peut percevoir ces mesures comme justes puisque les inégalités qu'elles introduisent sont à l'avantage des plus défavorisés. Mais il faut aussi considérer qu'elles sont édictées au détriment des autres. Si elles peuvent être intéressantes ponctuellement, dès lors qu'elles sont systématisées elles font obstacle aux progrès des valides en les empêchant de mobiliser toutes leurs ressources personnelles. La recherche de l'équité doit donc se conjuguer avec une recherche d'efficacité pour tous, en veillant à ce que chaque élève, quel que soit son niveau, soit confronté à des contenus d'enseignement et à des situations suffisamment ambitieux et adaptés pour lui permettre de progresser.

Il n'est pas choquant que celui qui présente une déficience bénéficie de situations différenciées si elles ne l'assignent pas à sa différence en entravant son évolution. Faute de cette vigilance, l'équité peut créer des inégalités en figeant des différences. Il arrive même qu'elle soit invoquée dans un combat anti-égalitaire.

Une égalité des chances malgré tout problématique

Sans doute l'école est-elle capable de contribuer à l'atténuation des inégalités. Quant à les éradiquer, elle se heurte à des causes structurelles qui continuent de les créer, les maintenir ou les approfondir tant qu'elles perdurent. Un handicap restreint d'autant plus les « chances » d'accès aux loisirs sportifs, comme à l'emploi, aux pratiques culturelles extrascolaires, etc., que les inégalités face à lui sont très liées au milieu social d'origine [4]. Et quelles que soient les ressources internes que les individus peuvent développer à l'école, elles sont insuffisantes lorsque la société ne met pas à leur disposition des ressources externes, des opportunités [5], des biens et services véritablement accessibles à tous les citoyens.

Jean-Pierre Garel, *Laboratoire Relacs, Ulco (Université du Littoral Côte d'Opale).*

- [1] *La scolarisation des enfants et adolescents handicapés*, études et résultats, DRESS, n° 216, janvier 2003, et n° 564, mars 2007.
- [2] Voir le film *Des collégiens parmi les autres*. L'intégration en éducation physique et sportive d'élèves présentant un handicap mental, 40', VHS et DVD, INS HEA, 2001
- [3] G. Koubi, "Egalités, inégalités et différences", in Y. Michaud, *Egalités et inégalités*, Odile Jacob, 2003, p. 122.
- [4] P. Mormiche, *Le handicap se conjugue au pluriel*, INSEE première, n° 742, octobre 2000.
- [5] M. Fleurbaey, *Capitalisme ou Démocratie ? L'alternative du XXIème siècle*, Grasset, 2006.



La présence d'un enfant handicapé parmi les élèves les rend plus tolérants.

AVS et EVS sont trop peu formés

Auxiliaires de vie scolaire (AVS) et emplois vie scolaire (EVS), chargés d'accompagner les enfants handicapés scolarisés en milieu ordinaire, sont trop peu formés. C'est ce qui ressort de deux enquêtes inédites réalisées en 2005-2006 auprès de 151 d'entre eux, représentatifs au plan national, par les chercheurs du Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis, Paris-Des-cartes). Certes, note la chercheuse Brigitte Belmont, « 70% ont bien reçu une formation, mais celle-ci est très variable en termes de durée : de un jour à 162 heures », et « un tiers seulement a eu l'équivalent de 60 heures », le minimum requis par leur statut... Même si, précise la chercheuse, c'est davantage la difficulté d'organiser ces formations que la bonne volonté de l'inspection académique qui est en cause. Quoi qu'il en soit, beaucoup d'AVS et d'EVS estiment avoir été « jetés dans la fosse aux lions sans savoir ce qu'ils avaient à faire ». Ils réclament donc plus de formation, et ce avec un contenu plus centré sur les pratiques quotidiennes.

L'expérience sur le terrain, il est vrai, ne compense pas toujours le manque de formation. « Quand il existe de bonnes relations avec les enseignants, les AVS ont l'impression d'apprendre plein de choses », note Brigitte Belmont. Mais le statut précaire des EVS et des AVS ne favorise pas leur reconnaissance professionnelle. Les AVSi (attachés individuellement à des enfants) travaillent souvent sur plusieurs établissements et ont donc plus de mal à faire leur place au sein des équipes que les AVSco (attachés à un groupe d'élèves dans un seul établissement). Par ailleurs, quelques-uns « se sentent mal accueillis par les enseignants ». Enfin, l'enquête montre des AVS et des EVS plus diplômés que leur statut ne l'exige (57% ont bac + 2 au moins), très motivés et « extrêmement impliqués » dans leur fonction. Au reste, 85% d'entre eux envisagent de poursuivre leur activité professionnelle dans ce domaine, ce qui était l'un des objectifs affichés de la création de leur statut, en 2003.

B.F.

L'école ordinaire vit une période révolutionnaire

L'arrivée massive d'enfants handicapés dans les classes bouscule l'institution. Une révolution silencieuse aux effets bénéfiques pour tous. Reste une question : les conditions sont-elles réunies pour que cela continue ?

Le mammouth est capable d'accélération surprenantes. Après avoir longtemps traîné les pieds sur le chemin de la scolarisation des enfants handicapés, il galope. Il y a quelques années, l'école a décidé d'ouvrir ses portes aux enfants handicapés. Leur nombre est ainsi passé de 89 000 en 2002-2003 à plus de 170 000 cette année, selon les premières estimations. Cela représente une hausse de plus de 90 % sur six ans. Un afflux qui n'est pas sans conséquences sur l'institution qui vit une vraie révolution : celle des mentalités. « Avant, les enseignants qui voyaient arriver un enfant handicapé disaient : "Puis-je dire non ?" Aujourd'hui, ils demandent : "Comment faire pour réussir sa scolarisation ?" », constate Emmanuel Guichardaz, qui suit ces questions pour la première fédération des enseignants, la FSU. L'adoption de la loi de 2005 qui pose le principe de l'inscription, à défaut de la scolarisation, de l'enfant handicapé dans l'école de son quartier, a contribué au changement de mentalité.

« Epanouir en classe »

Un sondage réalisé par Ipsos pour l'Unapei et rendu public à la rentrée (1) montre que 86% des professeurs des écoles sont prêts à accueillir un enfant ayant un handicap mental. Pierre-François Cachet, en charge de ce dossier au ministère de l'éducation nationale, estime qu'il n'y a pas si longtemps encore, « de 20 % à 30% des écoles en région parisienne avaient refusé, au moins une fois, d'accueillir un enfant handicapé. L'an dernier, une demi-douzaine de cas étaient remontés jusqu'à moi. Aujourd'hui, il n'y en a plus », ajoute-t-il.

« La présence d'enfants handicapés s'est banalisée dans la plupart des écoles, constate Jean-Pierre Baratauk, inspecteur qui suit la scolarisation des élèves handicapés à Paris. Les enfants valides font l'expérience d'une relation avec les enfants handicapés. Une fois adultes, on peut espérer qu'ils auront d'autres comportements que ceux que l'on peut aujourd'hui observer. »

Et même sans attendre l'âge adulte ! Eric Pisano, professeur des écoles à Marseille (Bouches-du-Rhône), accueille cette année, comme l'an dernier, un élève handicapé parmi ses élèves, l'après-midi. Le matin, l'enfant est scolarisé dans la classe d'intégration scolaire (CLIS) de l'école.

« La façon d'appréhender le handicap chez mes autres élèves a évolué, elle est plus positive, note le jeune enseignant. La présence d'un enfant handicapé parmi eux les rend plus lucides et plus tolérants. Cette année, j'accueille une petite fille dans mon CM1. Son handicap est mental, sans problème moteur, et ne nécessite pas la présence d'un auxiliaire de vie scolaire (AVS). Mes élèves sont donc amenés à l'aider spontanément. Ça les responsabilise. »

Quant à l'enfant handicapé qu'il a accueilli l'an dernier, Eric Pisano a constaté qu'il s'est épanoui en classe : « Il sortait d'un lieu où il n'était question que de handicap pour être avec des enfants de son âge. Il s'est senti valorisé, a gagné en confiance en soi. »

Les observateurs signalent souvent que l'accueil d'un enfant handicapé permet à l'enseignant de réfléchir davantage à la question de la différenciation pédagogique. Vrai, reconnaît Eric Pisano, qui nuance cependant : « De la différenciation, on en fait avec tous nos élèves ! Avec un enfant handicapé, cela peut ajouter une dimension supplémentaire, mais il faut veiller de ne pas trop en faire avec lui, sinon on n'est plus dans l'intégration. »

Quoi qu'il en soit, accueillir un enfant handicapé ne s'improvise pas. Or sur ce point, le bât blesse. Le sondage Unapei-Ipsos qui porte sur le handicap mental révèle que 94 % des professeurs des écoles estiment « ne pas être préparés » : pas étonnant, quand on sait que 87% des enseignants généralistes et 27% des enseignants spécialisés déclarent « ne pas avoir du tout reçu de formation spécifique au handicap mental ».

Ce manque de formation concerne également le secondaire. Le gros de l'augmentation des effectifs a logiquement porté sur le primaire. Demain, les jeunes handicapés seront mécaniquement plus nombreux à vouloir passer dans le secondaire.

Or « il reste du travail à faire du côté de la formation des enseignants. Il faut les préparer », prévient Emmanuel Guichardaz. « Au collège, il y a encore un gros travail à faire, c'est incontestable, reconnaît Pierre-François Cachet. Mais nous comptons bien le conduire. Nous sommes au début de quelque chose. » Même problème pour les personnels qui accompagnent les enfants, les EVS et AVS (lire encadré ci-dessus), qui ne sont pas formés comme ils le devraient.

L'autre épée de Damoclès concerne la coopération avec le milieu spécialisé. « Il semblerait que, dans les conditions actuelles, on ait atteint un seuil dans le premier degré, estime Emmanuel Guichardaz. Pour le dépasser, il faudra un saut qualitatif et quantitatif qui passe essentiellement par une coopération entre les établissements spécialisés et l'école ordinaire. » Sur ce problème crucial et récurrent, le ministère de l'éducation nationale et celui du travail, de la famille et de la solidarité préparent un décret. Très attendu, le texte est en panne, faute d'accord entre les deux ministères.

La bonne coopération entre ces deux milieux est pourtant indispensable. Car tous les enfants ne peuvent évidemment être scolarisés en milieu ordinaire. Et ceux qui le sont à tort sont « maltraités », prévient le collectif Handicap, soins, école, réponses adaptées (HSERA). La lettre ouverte que le HSERA a envoyée au président de la République a déjà récolté 300 signatures. « La loi actuelle a donné l'illusion aux parents d'une toute-puissance, note-t-on au ministère de l'éducation nationale, ce qui ne rend pas toujours service aux enfants, mais cela ne concerne qu'une minorité d'entre eux. »

Benoît Floc'h

(1) Sondage réalisé en juillet 2008 auprès d'un échantillon représentatif de 608 enseignants.

